



COMMUNIQUÉ

Rien ne peut justifier le maintien des épreuves terminales des examens 2021

À quelques jours des premières épreuves terminales des examens 2021, l'incohérence de leur maintien se confirme. Pour la FCPE, l'UNL, la FIDL et le SNETAP-FSU leur remplacement par le contrôle continu n'est plus une option mais la décision que doivent enfin assumer les Ministres en charge de l'Éducation et de la Formation.

Après 2 années de formation fortement dégradées par la succession de périodes de confinement, de demi-jauge et de cours en distanciel et des conditions d'apprentissage inégales selon les régions et les établissements... les épreuves terminales ne peuvent plus à ce stade garantir l'égalité de traitement des candidat.es.

Après l'annonce ubuesque d'aménagements d'épreuves, de nouvelles modalités de passage des examens et des nouveaux calculs de moyenne des épreuves ni compréhensibles, ni justifiables... les épreuves terminales ne peuvent plus apporter la lisibilité nécessaire à la délivrance des diplômes.

Des aménagements qui semblent de surcroît n'avoir été pensés que pour la seule voie générale et technologique alors que la voie professionnelle (les CAP et les Bac Pro) reste à la marge... et pire n'existent pas pour les BTS ! Comme si le Ministre de l'Éducation ne cherchait, au travers du maintien de ces épreuves, qu'à sauver sa réforme du Bac et en particulier du Grand Oral ... épreuve fortement contestée depuis plusieurs mois – son homologue de l'Agriculture étant quant à lui parfaitement inaudible !

Enfin, sur le plan sanitaire, le contexte reste très fragile. Comment expliquer dans ces conditions que tout le travail et toutes les précautions imposées ces deux dernières années scolaires aux élèves et aux équipes soient balayées d'un revers de main par le maintien d'épreuves qui imposeront de fait un brassage des candidat.es sur les établissements et entre les régions... pour des épreuves dont les notes, pour certaines d'entre elles, seront « jetées à la poubelle » à l'issue des délibérations des jury.

Pour l'UNL, la FIDL, la FCPE et le SNETAP-FSU aucune des réponses apportées aux différentes questions ne justifient l'entêtement de ce Gouvernement.

Elles maintiennent et accentuent leur demande d'une neutralisation des épreuves d'examens terminaux et leur remplacement par du contrôle continu. Un position que nos organisations assument pour cette session 2021 contre leurs propres mandats. Nous sommes face à un mur, nous prenons nos responsabilités.

Paris, le 2 juin 2021